



Revue de presse



Mercredi 03 Janvier 2024



LF-2024 : De nombreuses facilités pour les citoyens

La loi de finance de 2024 vient d'être publiée dans le Journal officiel n°86 et applicable dans l'activité économique. Son cadre macro-économique arrêté reflète l'amélioration des indicateurs économiques durant l'année 2023.

Les préoccupations des pouvoirs publics liées à la relance de l'investissement, à l'augmentation de la consommation des ménages ainsi qu'à l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens sont cristallisés dans le texte de loi. Ajouté à cela l'ensemble des mesures fiscales prises susceptibles d'alléger les activités des opérateurs économiques et de maintenir le niveau de croissance économique à un taux plus appréciable.



Relance industrielle et disponibilité du foncier

Plusieurs réformes, décidées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour relancer le secteur industriel et rendre disponible le foncier, ont été concrétisées en 2023, dans le cadre d'une dynamique amorcée depuis quatre ans, laquelle devrait se consolider au cours de la nouvelle année qui commence, à la faveur des dispositions de la loi de finances de 2024.

L'exécution de ces réformes économiques a été entamée en 2020 à travers différentes mesures dont la mise en place de l'institution du Médiateur de la République, qui a permis la levée des obstacles sur près de 900 entreprises.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Assurance automobile: plus de 634.000 réclamations traitées depuis 2022 via la plateforme e-recours

La plateforme numérique inter-compagnies d'assurances dédiée à la branche automobile a permis depuis sa mise en place en 2022, le traitement de plus de 634.000 réclamations, pour un montant de 35,82 milliards de dinars, a indiqué le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurances et de réassurances (UAR), Youcef Benmicia.

"Depuis le lancement de la plateforme e-recours, 634.731 réclamations inter-compagnies ont été échangées pour un montant de 35,82 milliards de dinars, soit une moyenne de 2.027 réclamations par jour. 116.394 réclamations pour un montant de 6,38 milliards de dinars concernent uniquement des sinistres survenus en 2023", a-t-il précisé dans un entretien accordé à la revue Indjazat.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Plusieurs réformes concrétisées pour relancer le secteur industriel et rendre disponible le foncier

Plusieurs réformes, décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour relancer le secteur industriel et rendre disponible le foncier, ont été concrétisées en 2023, dans le cadre d'une dynamique amorcée depuis quatre ans, laquelle devrait se consolider au cours de la nouvelle année qui commence, à la faveur des dispositions de la loi de finances 2024.

L'exécution de ces réformes économiques a été entamée en 2020 à travers différentes mesures dont la mise en place de l'institution du Médiateur de la République, qui a permis la levée des obstacles sur près de 900 entreprises.

Prévus par la loi de finances 2024. Tabac : où vont les 50 DA de la taxe additionnelle

Le relèvement de la taxe additionnelle sur le tabac, visant à favoriser la réduction de la consommation de ce type de produits dont on sait tout l'impact néfaste sur la santé publique, a officiellement pris effet, avant-hier, suite à la promulgation de la loi de finances pour 2024, publiée dans le dernier numéro du Journal officiel. Ainsi, celle-ci charrie un relèvement du tarif de la taxe additionnelle sur les produits tabagiques de 37 à 50 DA, soit une augmentation de 13 DA par paquet, bourse ou boîte, équivalent à 35% du montant de cette taxe, dont il a été également prévu une nouvelle répartition des recettes à collecter.

En ce sens, est-il précisé à travers le même texte, le produit de la taxe additionnelle sur les produits tabagiques est réparti respectivement au profit du Fonds pour les urgences et les activités de soins médicaux à hauteur de 14 DA, le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de lutte contre le cancer » à raison de 21 DA, la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés avec une part de 4 DA, tandis les 11 DA restant seront affectés au profit du budget de l'Etat.



Plateforme e-recours des assurances : Près de sept milles réclamations inter-compagnies ont été échangées

Depuis le lancement de la plateforme e-recours, 634.731 réclamations inter-compagnies ont été échangées pour un montant de 35,82 milliards de dinars, soit une moyenne de 2.027 réclamations par jour.

« 116.394 réclamations pour un montant de 6,38 milliards de dinars concernent uniquement des sinistres survenus en 2023 », a précisé dans un entretien accordé à la revue Indjazat, le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurances et de réassurances (UAR), Youcef Benmicia.

SALON DE L'AUTOMOBILE ET DE LA MOTO D'ORAN : Les offres des banques séduisent

Ouvert le 28 décembre dernier, le Salon de l'automobile et de la moto d'Oran, a connu la participation de trois marques de véhicules touristiques et utilitaires et de trois autres de motos.

Cet événement qui sera clôturé aujourd'hui a attiré l'attention des visiteurs désireux d'acquérir des véhicules neufs par facilité, profitant des offres proposées par les banques participant au Salon. À ce propos, la Banque nationale d'Algérie (BNA) a suggéré deux offres pour financer l'achat de véhicules à travers un prêt classique et un autre entrant dans le cadre de la finance islamique, a déclaré, Noura Kellal, la chargée de clientèle, notant l'engouement des citoyens enregistré au niveau du stand de cette banque pour avoir de plus amples informations sur l'opération.



Pétrole: Hausse du Brent à près de 79 dollars

Les prix du pétrole grimpaient mardi, poussés par l'augmentation des risques géopolitiques et des signes de hausse de la demande en Chine.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, prenait 2,15%, à 78,70 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, gagnait 2,18%, à 73,21 dollars.



Marché des assurances : La nouvelle loi attendue boostera le secteur

La promulgation prochaine d'une nouvelle loi régissant le secteur des assurances et la mise sur le marché de nouveaux véhicules devraient booster cette activité et répondre aux attentes des opérateurs de ce secteur indispensable au bon fonctionnement de l'économie.

Instituant une autorité indépendante de supervision et de régulation des activités de l'assurance, la nouvelle loi régissant ce secteur, tant attendue par les opérateurs privés et publics, devra certainement libérer ces derniers des contraintes auxquelles ils font face actuellement.

«L'on s'attend à ce que cette nouvelle loi, qui est présentement en deuxième lecture au niveau du gouvernement, instaure officiellement l'autorité de régulation indépendante revendiquée par les opérateurs du secteur depuis 15 ans», souligne Hassen Khelifati membre du comité directeur de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR).



Loi de Finances 2024 en Algérie : Quels Changements Attendre ?

La Loi de finances 2024 en Algérie est sur le point de remodeler le paysage économique et fiscal du pays. Validée par les deux chambres du Parlement et promulguée par le président Abdelmadjid Tebboune, cette loi propose un ensemble de dispositions législatives visant à stimuler l'économie, à soutenir les investissements et à amortir l'impact de la hausse des prix. Dans ce dossier, nous nous plongeons dans les détails de cette loi et analysons son incidence sur le quotidien des Algériens.



Avancée dans la numérisation des assurances automobiles

La plate-forme numérique inter-compagnies d'assurances dédiée à la branche automobile a permis depuis sa mise en place en 2022, le traitement de plus de 634.000 réclamations, pour un montant de 35,82 milliards de dinars, a indiqué le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurances et de réassurances (UAR), Youcef Benmicia.

صالون السيارات والدراجات النارية بوهان

3بنوك تقدم عروضاً لاقتناء مركبات بالتنسيق

يعرف صالون السيارات والدراجات النارية، الذي تتواصل فعاليته بوهان، إقبالا من الزوار الراغبين في اقتناء مركبات جديدة بالتنسيق مستغلين العروض المقترحة من طرف المؤسسات البنكية، المشاركة في المعرض المقام بمركز المؤتمرات “محمد بن أحمد”.

ويقدم البنك الوطني الجزائري في هذا الإطار عرضين لتمويل شراء المركبات عن طريق القرض التقليدي والصيرفة الإسلامية، حسب ما أفادت به المكلفة بالزبائن، نورة كلال، منوهة إلى الإقبال الكبير من المواطنين على جناح هذا البنك بقاعة العرض.

منذ إنشائها سنة 2022

أكثر من نصف مليون شكوى عبر منصة تأمين السيارات

تمكنت المنصة الرقمية لشركات التأمين الخاصة بفرع التأمين على السيارات، منذ إنشائها سنة 2022، من معالجة أكثر من 634 ألف شكوى بقيمة 35.82 مليار دج، حسب ما أفاد به رئيس الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين، يوسف بن ميسية.

وفي حوار خصّ به مجلة “إنجازات”، صرح بن ميسية بالقول: “منذ إطلاق منصة “e-recours”، تم معالجة 634.731 شكوى بقيمة قدرها 35،82 مليار دج، أي بمعدل 2.027 شكوى يوميا”، مشيرا إلى أن ” 116.394 شكوى بقيمة 6.38 مليار دج تتعلق فقط بالحوادث المسجلة في 2023.”

LA LOI DE FINANCES 2024 PUBLIÉE AU JOURNAL OFFICIEL

Des incitations fiscales pour les entreprises

● Des mesures de franchise de la TVA seront appliquées aux investissements créateurs d'emplois. Ceci alors qu'une prolongation de délai d'exonération temporaire de la TVA, jusqu'au 31 décembre 2026, sera appliquée aux services internet et connexes.

Dans son édition n°86 datant du 31 décembre, le *Journal officiel* a publié les dispositions de la loi de finances 2024. Dans le chapitre des dispositions fiscales, le texte de la loi comprend une série de mesures visant à alléger le poids fiscal sur les entreprises. L'une des mesures essentielles de la loi allant dans ce sens consiste en l'annulation pure et simple de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP). Dans son article 14, la LF-2024 abroge les articles 217 et 231 du code des impôts directs et taxes assimilées portant sur l'application de cette taxe. Une décision qui fait suite à une précédente mesure de la loi de finances 2022, qui avait touché seulement les activités de production et les professions libérales. Afin de limiter de l'incidence financière de la suppression de la TAP sur les revenus des collectivités locales, notamment au niveau de certaines communes, le législateur a introduit une taxe locale

de solidarité (TOS), qui s'appliquera exclusivement aux activités minières et au transport des hydrocarbures par canalisation avec des taux respectifs de 1,5 et 3%. L'autre disposition de la loi de finances, qui s'inscrit aussi dans une volonté d'allègement de la charge fiscale et pour peser sur l'inflation, réside dans la suppression de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur certains produits. L'exonération de la TVA concernera les produits alimentaires de base lourdement impactés par le taux d'inflation. Il s'agit des céréales destinées à la fabrication de farines, les farines courantes et supérieures, les semoules, ainsi que le pain. La suppression de la TVA est également étendue «aux opérations portant sur les fruits, les légumes frais, les œufs de consommation, le poulet de chair et la dinde produits localement ainsi que les produits destinés à l'alimentation humaine». Un taux réduit de la TVA à hauteur de 9% sera, par ailleurs, appliqué

aux déchets valorisables afin d'encourager les activités de recyclage et de respect de l'environnement.

MESURES DE FRANCHISE DE LA TVA

Des mesures de franchise de la TVA seront appliquées aux investissements créateurs d'emplois. Ceci alors qu'une prolongation de délai d'exonération temporaire de la TVA, jusqu'au 31 décembre 2026, sera appliquée aux services internet et connexes. Cette mesure vise à encourager le développement des TIC en Algérie.

La LF-2024 proroge également le délai d'exonération de la TVA pour l'importation ou la transformation d'huile brut de soja. Notons qu'une exonération de la TVA sera également appliquée aux opérations de réassurance et celles relatives aux contrats Retakaful. Une mesure d'extension de l'exonération de la taxe foncière au profit des dispositifs d'aide à l'emploi, dans le cas des

projets autofinancés, est également prévue par la loi de finances.

L'impôt forfaitaire unique (IFU) relatif aux activités exercées sous le statut d'auto-entrepreneur est fixé désormais au taux de 0,5% au lieu de 5%. Une exonération de la taxe sur l'efficacité énergétique est prévue pour les produits locaux destinés à l'exportation.

Dans le chapitre impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS), la LF-2024 introduit une exonération de l'impôt pour «les revenus issus des activités de collecte et de vente de lait». Le législateur a adapté, par ailleurs les dispositions fiscales au cas de la finance islamique.

L'article 147 ter. stipule que «ne sont pas compris dans l'assiette de l'impôt sur les bénéfices des sociétés :

- les pénalités de retard et les autres produits non conformes aux règles de la finance islamique, perçus par les banques et les établissements financiers dans le cadre des contrats portant sur les produits de la finance

islamique, lorsque les montants y afférents sont destinés à être dépensés dans des actes de bienfaisance, sous contrôle de l'autorité chariaïque nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique.

- Le produit d'emploi obligatoire d'instruments financiers, réalisé dans le cadre de l'assurance Takaful, lorsque les montants y afférents sont destinés à être dans des actes de bienfaisance, sous contrôle de l'autorité chariaïque nationale de la fatwa...».

Par ailleurs, un impôt complémentaire a été introduit à la faveur de la même loi de finances, et qui est applicable en supplément à l'IBS pour l'activité de fabrication de tabacs. Il sera appliqué suivant le taux d'intégration : 16% pour un taux d'intégration inférieur à 40%, et 20% pour un taux supérieur à 40%. La taxe sur le tabac est, pour rappel, revue à la hausse, passant de 37 à 50 DA par paquet.

Nadjia Bouaricha

SELON ABDERRAHMANE HADEF :

«2024, une année de transformation numérique et de réformes économiques»

En 2024, le gouvernement algérien se trouve confronté à une série de défis économiques et sociaux importants, nécessitant des réponses stratégiques et innovantes. L'Algérie doit accélérer sa transformation numérique. Cela implique non seulement l'adoption de technologies avancées dans les secteurs public et privé, mais aussi la modernisation de l'administration publique pour rendre les services gouvernementaux plus efficaces et accessibles.

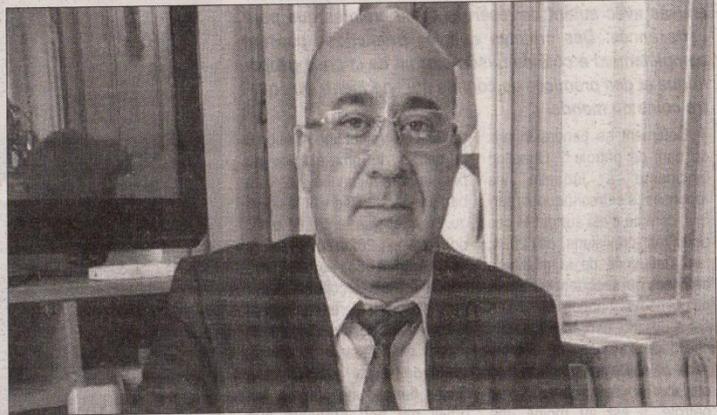
Abderrahmane Hadeff, spécialiste reconnu du développement économique, a abordé hier mardi les principaux défis économiques et sociaux auxquels le gouvernement algérien devra faire face en 2024. Intervenant sur la Radio nationale, le Dr Hadeff a révélé que l'Autorité supérieure de la numérisation s'apprête à introduire une loi innovante sur la numérisation. Il exprime son optimisme quant à la capacité de cette loi à régler efficacement le processus de transformation numérique.

Cette loi vise trois objectifs clés : moderniser l'administration, intégrer la technologie numérique dans l'économie nationale et, plus largement, faciliter la transition vers une

société et une citoyenneté numérique. Hadeff a souligné le travail considérable réalisé par l'Autorité pour élaborer une stratégie nationale de transformation numérique, impliquant tous les acteurs clés du secteur. Il a loué les efforts du Centre national des données, un projet mis en avant par le Président Abdelmadjid Tebboune lors d'une réunion du Conseil des ministres.

Ce centre, selon Hadeff, marque une avancée significative dans la digitalisation, offrant une vision intégrée de la numérisation de l'administration publique grâce à l'interopérabilité des systèmes d'information.

Il a également fait remarquer que les années 2022 et 2023 ont marqué un tournant dans l'orientation économique de l'Algérie,



Photos : DP

avec des efforts actuels pour matérialiser ces réformes. Cela se traduit par le développement de mécanismes adaptés, visant à transformer ces changements en réalités concrètes pour les citoyens.

L'expert a confirmé que le budget 2024 est principalement axé sur le renforcement des acquis sociaux, en continuant à soutenir les politiques de transferts sociaux, d'amélioration des salaires et de fourniture d'allocation

aux chômeurs et retraités. Par ailleurs, M. Hadeff a indiqué que 2024 sera marquée par une réforme bancaire profonde, en ligne avec les directives du Président. Cette réforme, avec la nouvelle loi monétaire et bancaire, est envisagée comme l'une des réformes majeures pour l'Algérie.

En outre, il a mis en avant l'importance de l'activation de la réforme administrative pour lutter contre la bureaucratie, frein

majeur au développement économique. En conclusion, M. Hadeff appelle à une nouvelle approche en matière d'intelligence économique, axée sur une meilleure maîtrise de l'information statistique et une amélioration des performances de l'Office national des statistiques, soulignant l'importance de cette maîtrise pour l'intégration de l'Algérie dans la compétitivité internationale.

Ilhem Tir

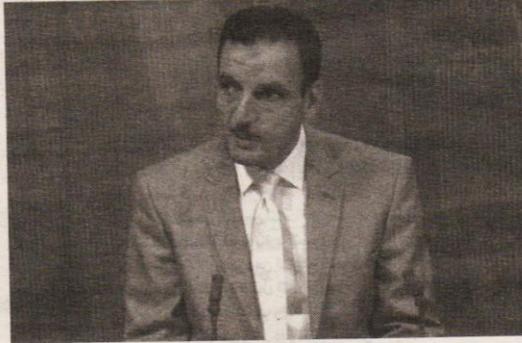
الخبير في المالية والجباية أبو بكر سلامي لـ "الشعب":

اطلاع المستثمرين على الامتيازات الضريبية.. ضروري

وأضاف محدثا يقول إن تأسيس غرامة تعادل 5 بالمائة من كتلة الأجر تطبق على المكلفين غير المكتبيين لكشف مرتباتهم، وهذا لأجل محاربة الفس، على اعتبار أن منح الامتيازات والتخفيضات يكون مقابل عدم السماح بالتهرب الجبائي، تطبيق غرامة تقدر بـ 25 بالمائة ضد كل تأخير إزاء المكلفين بالضريبة الجزائرية الوحيدة، مع إمكانية السماح للإدارة الجبائية باللجوء إلى المساعدة الدولية للقيام بمتابعة المكلفين بالجباية في إطار المرافقة الميدانية التحقيق والمحاسبة.

وتطرق محدثا إلى زيادة الحصص العائدة لصندوق التضامن وضمان الجماعات المحلية من ناتج القسيمة على السيارات؛ لأجل تعويض النقص المسجل في الإلغاء على هذا النشاط المهني، بمعنى إلغاء الرسم على النشاط المهني، وتعويض البلديات النقص عن طريق تحويل رسوم أخرى مثل زيادة الحصص العائدة لصندوق التضامن وضمان الجماعات المحلية من القسيمة المدفوعة سنويا على السيارات من 30 إلى 50 بالمائة من الرسم، الذي كان سنة 2015 ناتج القسيمة 80 بالمائة لفائدة الصندوق، ليخفص سنة 2016 إلى 30 بالمائة ويسمى إرجاعه إلى 50 بالمائة سنة 2024 حتى يكون للبلديات دخل من هذه الرسم.

وأكد الخبير في المالية والجباية أبو بكر سلامي، أن إجراءات قانون المالية لسنة 2024 تصب في صالح المواطن والمؤسسة، وتهدف إلى تشجيع الاستثمار في مختلف القطاعات، وهذا من خلال السياسة التحفيزية التي يراد من ورائها دعم وتشجيع الاستثمار.



عوض 2 بالمائة، وكذا إجراءات أخرى في مصلحة المواطن والمؤسسة على غرار الإعفاء من الرسم على الفعالية الطاقوية على عملية تصدير الأجهزة التي تشتغل بالكهرباء والغاز والمنتجات البترولية المنتجة محليا التي يتجاوز استهلاكها معايير فعالية الطاقة.

وأشار الخبير إلى إعادة فتح التخصيص الخاص بصندوق ترقية الصادرات الذي يهدف إلى تشجيع الصادرات خارج المحروقات، وتخفيض الحقوق الجمركية على المدخلات المستعملة في تصنيع النظارات، وكذا تخفيض معدل الضريبة الجزائرية الوحيدة وهو ما وصفه بـ "الإجراء الهام"، إلى جانب إجراء تخفيف المقاول الذاتي من 5 بالمائة إلى 0.5 بالمائة، أي تخفيض بنسبة 90 بالمائة من الضريبة، وهذا إجراء هام يشجع المقاولين.

أكد الخبير في المالية والجباية أبو بكر سلامي على ضرورة تنظيم أيام دراسية لإطلاع المتعاملين الاقتصاديين على التدابير الجديدة لقانون المالية 2024 لأجل التحفيز والتطبيق، موضحا أن الامتيازات الضريبية الجديدة جاءت لصالح المستثمر والمؤسسات، واشترط أن تصاحبها إجراءات متعددة لتحقيق النتائج المرجوة.

خالدة بن توكي

أوضح سلامي في تصريح لـ "الشعب"، أن قانون المالية 2024 يتضمن العديد من التدابير التي تخص عدة قطاعات، وتهدف إلى تحسين الوضع الاقتصادي وتشجيع الاستثمار، خاصة أنها تصب على إلغاء الرسم على النشاط المهني الذي طالب به كثير من المتعاملين، ووعد رئيس الجمهورية بإلغائه، وتم إلغاء الرسم الذي يشكل للجماعات المحلية نقصا للموارد، ولكن وجدت أبواب أخرى لتمويلها وتعويض النقص الناتج عن القرار.

منح القانون الذي يجب اطلاع المتعاملين به، بعض الامتيازات تخص المشاريع الاستثمارية المهيكلة الممولة بقرض من الخزينة التي يمكنها الاستفادة من شروط تمويلية خاصة في إطار القانون، بالإضافة إلى الترخيص لملاك مجهزي السفن وتربية المائيات مرة كل خمس سنوات، بجمركة المحركات البحرية، وهذا الإجراء هام لأنه يسمح لهم بالحصول على محركات مستعملة.

وأكد الخبير في المالية والجباية، أن

القانون الجديد للرقمنة سيؤطر مسار التحول

وفي هذا الصدد، أكد المتحدث أنه من بين الرهانات الكبرى لسنة 2024، تفعيل الإصلاح الإداري لمحاربة البيروقراطية التي تعد أكبر عداو للإقلاع الاقتصادي. ودعا هادف إلى ضرورة العمل ضمن مقاربة جديدة للذكاء الاقتصادي، بما يمكن من التحكم في المعلومة الإحصائية، قائلا: "يجب أن نسترع تعيين قانون الإحصاء وتفعيل كل الهيئات والارتقاء بأداء الديوان الوطني للإحصاء". وانتهى هادف إلى التشديد على أهمية التحكم في المعلومة الاقتصادية والاجتماعية كشيء مهم، داعياً للعمل على الاندماج في التنافسية الدولية، لذلك يجب اعتماد مقاربة جديدة.

ق. و

إصدار وشيك لقانون الرقمنة قريباً

آليات وترجمتها على أرض الواقع لتصبح واقعاً يعيشه المواطنون. وأكد هادف أن قانون المالية لسنة 2024 موجه أساساً لتعزيز المكتسبات الاجتماعية من خلال المواصلة في سياسة الدعم والتحويلات الاجتماعية وتعزيز الأجر ومنح البطالة والمتقاعدين. جعل عام 2024 سنة الإصلاح البنكي والإداري أوعز هادف: "لما نتكلم اليوم على الرهان، نتجه أيضاً في سياق تعليمات رئيس الوزراء، وهو جعل عام 2024 سنة الإصلاح البنكي العميق، وهي أكبر الإصلاحات التي ستشهدها الجزائر مع إصدار القانون الجديد النقدي والمصرفي".

الخبير الاقتصادي، عبد الرحمن هادف يكشف:

كشف الدكتور، عبد الرحمن هادف، أستاذ العلوم الاقتصادية، أمس الثلاثاء، عن تأهب المحافظة السامية للرقمنة لإصدار وشيك لقانون الرقمنة، مبدياً تفاؤله بقدرة هذا القانون على تأطير كل ما يتعلق بمسار التحول الرقمي. ولدى نزوله ضيفاً على برنامج "ضيف الصباح" للقناة الإذاعية الأولى، أكد هادف أن هذا القانون له 3 أهداف أساسية تتمثل في عصرنة الإدارة وتعميم التكنولوجيا الرقمية في الاقتصاد الوطني، قائلاً: "اليوم نتكلم عن الثورة الصناعية الرابعة التي تركز أساساً على التحكم في التكنولوجيا الحديثة"، مبرزاً أن الهدف الثالث يتعلق بـ "الذهاب إلى المجتمع الرقمي والمواطنة الرقمية". مشيراً

بالمقابل، إلى نهوض المحافظة السامية للرقمنة بعمل كبير وشامل لبلورة الاستراتيجية الوطنية للتحول الرقمي بمشاركة كل فاعلي التكنولوجيات الرقمية، منوهاً بمركز البيانات الوطني الذي تطرق إليه رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، في مجلس الوزراء. وشدد ضيف الأولى: "المركز يعتبر فقرة نوعية في مسار التحول الرقمي الذي سيسمح بإعطاء نظرة شاملة فيما يتعلق برقمنة الإدارة العمومية من خلال التشغيل البيني للأنظمة المعلوماتية". وأشار هادف إلى أن سنتي 2022 و2023 أدتا إلى تغيير التوجه الاقتصادي بالنسبة للجزائر، مؤكداً أنه يتم العمل اليوم على تجسيد هذه الإصلاحات من خلال وضع

بعد 4 سنوات من اعتماد الصيرفة الإسلامية نمو في الودائع بأربعة أضعاف في 2023

• الموارد المحصلة فاقت 800 مليار دينار

بعد قرابة أربع (4) سنوات من إطلاق الصيرفة الإسلامية في أوت 2020، شهد سوق الصيرفة الإسلامية في الجزائر انتعاشا معتبرا، بعدما باتت المؤسسات والمصارف تستقبل طلبات من العملاء سواء الأفراد أو المؤسسات، الراغبين في التعامل بهذه الصيغة البنكية واقتناء المنتجات المتوفرة. وسجل سوق منتجات الصيرفة الإسلامية منحى تصاعديا خلال السنوات الأخيرة، بعد تزايد الطلب والعرض المتنوع للمنتجات والخدمات، وقد فاقت إجمالي الموارد المحصلة إلى نهاية 2023 ما قيمته 800 مليار دينار.



حفيظ صوالي

تشير التقديرات الإحصائية إلى أن حصة الودائع في إطار الصيرفة الإسلامية مقارنة بإجمالي الودائع لدى البنوك ارتفعت أربعة أضعاف خلال سنة 2023 مقارنة بسنوات سابقة، مع تقدير مجموع موارد محصلة فاقت 800 مليار دينار جزائري، في وقت سجل فيه التأمين التكافلي الذي أطلق سنة 2021 نموا خلال السداسي الأول من 2023 بنحو 77 بالمائة، الذي فاق رقم أعماله 93 مليار دينار إلى نهاية سبتمبر 2023، علما أن رقم أعمال التأمين التكافلي قدر إلى نهاية 2022، بنحو 48.4 مليون دينار.

في السياق نفسه، بدأت منظومة الصيرفة الإسلامية تبرز استقلالية للأموال المودعة في حسابات إسلامية مقارنة بالمنظومة الكلاسيكية، مع استحداث مديريات خاصة للصيرفة الإسلامية، وإقامة شبائيك للصيرفة الإسلامية، ووكالات حصرية للصيرفة الإسلامية، فضلا عن نشاط بنوك تعتمد حصرا الصيرفة الإسلامية، على خلفية تكريس التعاملات البنكية الموافقة للشريعة، وهذا لما يتضمنه القانون النقدي والمصرفي، الذي يضمن فصل الأموال المطابقة للشريعة عن الأموال الكلاسيكية.

المتعلقة بالصيرفة الإسلامية المحددة للأجور والخصائص التقنية لتفويضها، عرفت سوق منتجات الصيرفة الإسلامية انتعاشا، ناهيك عن صدور القانون النقدي والبنكي الجديد في شهر جوان الماضي، الهدف منه تعزيز الإطار القانوني لقطاع الصيرفة الإسلامية عن طريق إنشاء البنوك المتخصصة للمنتجات الإسلامية.

حصلت عبر ما بين وكالات مخصصة ونوافذ إسلامية على مستوى الوكالات الكلاسيكية عبر الوطن. ومن صدور الإطار المسير للصيرفة الإسلامية في الجزائر في سنة 2020، والمتمثل في النظام 02-2020 الذي يحدد العمليات البنكية المتعلقة بالصيرفة الإسلامية، والتعليمات 20-03 المعرفة للمنتجات

البنوك والمؤسسات المالية؛ إلى أن سوق منتجات الصيرفة الإسلامية قد شهدت تطورا معتبرا ويشكل خاص بعد زيادة الطلب والعروض المتنوعة للمنتجات والخدمات المقترحة من طرف 12 مؤسسة مصرفية، عمومية وخاصة. وقدرت قيمة ودايع الصيرفة الإسلامية بالبنوك والمؤسسات المالية العمومية والخاصة، بأكثر من 800 مليار دينار جزائري،

النظام رقم 02-2020 المؤرخ في 15 مارس 2020، المحدد للعمليات البنكية المتعلقة بالصيرفة الإسلامية وقواعد ممارستها من طرف البنوك والمؤسسات المالية

المادة 1: بهدف هذا النظام إلى تصديق العمليات البنكية المتعلقة بالصيرفة الإسلامية، القواعد المطبقة عليها، شروط ممارستها من طرف البنوك والمؤسسات المالية، وكذا شروط الترخيص المسبق لها من طرف بنك الجزائر.

المادة 2: في مفهوم هذا النظام، تعد عملية بنكية متعلقة بالصيرفة الإسلامية كل عملية بنكية لا يرتب عنها تصديق أو تصديق القوائد، يجب على هذه العمليات أن تكون مطابقة للأحكام المشار إليها في المواد 66 إلى 69 من الأمر رقم 03-11 المتعلق بالنقد والقرض، المعدل والمتمم.

المادة 3: يجب على البنوك والمؤسسات المالية التي ترغب في تقديم منتجات الصيرفة الإسلامية، أن تكون، على وجه الخصوص، على نسب احترازية مطابقة للمعايير التنظيمية وأن تقتثل بصراحة للشروط المتعلقة بأعداد وأجال إرسال التقارير التنظيمية.

المادة 4: تخص العمليات البنكية المتعلقة بالصيرفة الإسلامية، المنتجات الآتية، المراجعة، المشاركة، المضاربة، الإجارة، السلم، الاستصناع، حسابات الودائع، الودائع في حسابات الاستثمار.

المادة 5: المراجعة هي عقد يقوم بموجبه البنك أو المؤسسة المالية ببيع الزبون سلعة معلومة سواء أكانت متحركة أو غير متحركة، يملكها البنك أو المؤسسة المالية، يتكفله اقتناؤها مع إضافة هامش ربح متفق عليه مسبقا ووفقا لشروط الدفع المتفق عليها بين الطرفين.

المادة 6: المشاركة هي عقد بين بنك أو مؤسسة مالية وواحد أو عدة أطراف، بهدف المشاركة في رأس مال مؤسسة أوفي مشروع أوفي عمليات تجارية من أجل تحقيق أرباح.

المادة 7: المضاربة هي عقد يقدم بموجبه بنك أو مؤسسة مالية، المسمى مقرض للأموال، رأس المال اللازم للمعاول، الذي يقدم عمله في مشروع من أجل تحقيق أرباح.

المادة 8: الإجارة هي عقد إيجار يضع من خلاله البنك أو

المادة 9: السلم هو عقد يقوم من خلاله البنك أو المؤسسة المالية الذي يقوم بدور المشتري بشراء سلعة، التي تسلم له أجل من طرف زبونه، مقابل الدفع الفوري والنقدي.

المادة 10: الاستصناع هو عقد يتعهد بمقتضاه البنك أو المؤسسة المالية بتسليم سلعة إلى زبونه صاحب الأمر، أو بشراء لدى مصنع سلعة مصنوع وفقا لخصائص محددة ومتفق عليها بين الطرفين، وبسعر ثابت ووفقا لكيفيات تسديد متفق عليه مسبقا بين الطرفين.

المادة 11: حسابات الودائع هي حسابات تفتقر على أموال يتم إيداعها في بنك من طرف الفرد أو كيانا، مع الالتزام بإعادة هذه الأموال أو ما يعادلها إلى المودع أو إلى شخص آخر معين، عند الطلب أو حسب شروط متفق عليها مسبقا.

المادة 12: الودائع في حسابات الاستثمار هي توظيفات لأجل، تترك تحت تصرف البنك من طرف المودع لغرض استثمارها في تحويلات إسلامية وتحقيق أرباح.

المادة 13: تخضع منتجات الصيرفة الإسلامية، المذكورة أعلاه، إلى طلب ترخيص مسبق لدى بنك الجزائر.

المادة 14: قبل تقديم طلب الترخيص لدى بنك الجزائر لتسويق منتجات الصيرفة الإسلامية، يجب على البنك أو المؤسسة المالية أن يحصل على شهادة المطابقة لأحكام الشريعة الإسلامية، تسلم له من طرف الهيئة الشرعية الوطنية للافتاء والتصنيع المالية الإسلامية.

المادة 15: في إطار ممارسة العمليات المتعلقة بالصيرفة الإسلامية، يتعين على البنك أو المؤسسة المالية إنشاء هيئة الرقابة الشرعية، تتكون هذه الهيئة من ثلاثة أعضاء على الأقل، يتم تعيينهم من طرف الجمعية العامة.

20 يتكا من مجموع مؤسسة مصرفية توفر خدمات الصيرفة الإسلامية وتشير تقديرات بنك الجزائر إلى أن 12 يتكا من مجموع 20 بنكا، توفر منتجات وخدمات الصيرفة الإسلامية، من جانب آخر، أربان بنك الجزائر عن إحصاء 1626 وكالة بنكية، من بينها 1226 وكالة بنكية عمومية، و400 وكالة للبنوك الخاصة. ويمتلك الوكالات البنكية، فإن هنالك 69 وكالة موجهة حصريا للصيرفة الإسلامية نهاية 2022، مقابل 58 وكالة نهاية 2021.

وضمت البنوك العمومية 10 وكالات موجهة للصيرفة الإسلامية نهاية 2022، بينما تحصى البنوك الخاصة 59 وكالة، منها 54 بالنسبة للبنكين متخصصين في مجال الصيرفة الإسلامية، وخمس وكالات بالنسبة للبنوك التجارية. وشهدت عملية الانتشار سنة 2023، توسعا أكبر، بحيث فاق عدد الشبائيك للصيرفة الإسلامية التي تم افتتاحها خلال 2023، نحو 67 شبايكا، بمجموع يتوق 107 شباييك. وقد أشارت معطيات وإحصائيات قدمتها جمعية

حجم الودائع للصيرفة الإسلامية (تقديرات بنك الجزائر)

السنوات	حسابات الودائع (مليار دينار)	البنوك العمومية	البنوك الخاصة	البنوك العمومية	البنوك الخاصة	مجموع الودائع	حصة البنوك العمومية %	حصة البنوك الخاصة %
2020	163,0	1,8	177,0	1,0	340,0	99,19	0,81	
2021	212,8	19,3	229,3	1,0	442,1	95,17	4,83	
2022	255,5	57,5	291,2	7,0	546,7	88,20	11,80	



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger